

S.E. M. António Guterres

Secrétaire-Général des Nations unies,

Votre Excellence,

En décembre 2019, il a été officiellement annoncé que votre bureau accueillera un Sommet sur les systèmes alimentaires en 2021 dans le but de maximiser les avantages d'une approche des systèmes alimentaires dans l'ensemble de l'agenda 2030, de relever les défis du changement climatique, de rendre les systèmes alimentaires inclusifs et de soutenir une paix durable. Une note conceptuelle pour le Sommet diffusée lors du Forum politique de haut niveau à New York en 2019 indique que le Forum économique mondial (FEM) participera à l'organisation du Sommet. En tant qu'organisations de petits producteurs et productrices alimentaires et autres organisations de la société civile concernées par l'alimentation, nous reconnaissons l'importance et l'opportunité de ce Sommet, mais nous avons de graves préoccupations que nous aimerions porter à votre attention.

Nous estimons que le sommet ne s'appuie pas sur l'héritage des précédents sommets mondiaux de l'alimentation, qui étaient clairement ancrés dans l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et qui ont abouti à la création de mécanismes de gouvernance innovants, inclusifs et participatifs dans le but de réaliser le droit à une alimentation adéquate pour tous. L'accord de partenariat stratégique du ONU-FEM signé en juin 2019 jette un doute sur l'intégrité des Nations Unies (ONU) en tant que système multilatéral. En outre, la nomination de Mme Agnes Kalibata, l'actuelle présidente de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), comme votre Envoyée spéciale pour le sommet présente un conflit d'intérêts évident par rapport à l'objectif déclaré du Sommet.

En septembre 2019, plus de 400 organisations de la société civile vous ont envoyé une lettre appelant à la résiliation de l'accord de partenariat stratégique entre l'ONU et le WEF. Nous pensons que cet accord est fondamentalement en contradiction avec la Charte des Nations unies et avec les décisions intergouvernementales sur le développement durable, l'urgence climatique et l'éradication de la pauvreté et de la faim. Il accordera aux sociétés transnationales (STN) un accès préférentiel au système des Nations unies et associera de manière permanente l'ONU aux STN, dont certaines activités essentielles ont causé et/ou aggravé les crises sociales, économiques et environnementales auxquelles le monde est confronté.

La nomination du président de l'AGRA comme votre Envoyé spécial contredit l'esprit novateur du sommet, puisque l'AGRA est une alliance qui promeut les intérêts de du secteur agro-industriel. Le rôle de l'agro-industrie dans le façonnement des systèmes alimentaires a été remis en question par de larges secteurs de la population dans le monde entier et par un corpus de chercheurs en constante augmentation : Les sociétés transnationales et les investisseurs qui tirent profit de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage industriels sont responsables de la destruction des écosystèmes, de l'accaparement des terres, de l'eau et des ressources naturelles, de l'érosion des moyens de subsistance des communautés rurales, de la perpétuation des conditions de travail abusives, de la création de problèmes de santé et d'une part importante des émissions de gaz à effet de serre (GES). En outre, les entreprises agro-industrielles se concentrent principalement sur la productivité et les rendements, alors que la notion de systèmes alimentaires rend visible le caractère multidimensionnel de

l'alimentation, dont une grande partie est liée à des objectifs d'intérêt public qui ne peuvent être atteints par les intérêts des entreprises.

Les agricultrices et agriculteurs familiaux produisent plus de 80 % de la nourriture mondiale en valeur. Ils devraient être au centre du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, en particulier au cours de cette décennie des Nations Unies sur l'agriculture familiale.

Au lieu de s'inspirer des expériences de gouvernance innovantes que le système des Nations unies a à offrir, le partenariat ONU-FEM contribue à établir le "capitalisme des parties prenantes" comme modèle de gouvernance pour la planète entière. Les plateformes multipartites du FME manquent de légitimité démocratique et se concentrent plutôt sur l'exploitation des opportunités de la quatrième révolution industrielle au profit des STN et du capital financier mondial. En revanche, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale des Nations unies (CSA) et la FAO, dont le mandat est de mettre fin à la faim et à la malnutrition, proposent un modèle différent. Le CSA est largement reconnu comme le comité des Nations unies le plus ouvert et le plus participatif, au sein duquel les groupes les plus touchés par la faim et la malnutrition - les peuples autochtones, les sans-terre, les femmes, les travailleurs ruraux, les paysans, les pêcheurs, les pasteurs, les consommateurs, les personnes vivant dans l'insécurité alimentaire en milieu urbain et les jeunes - peuvent participer de manière significative et active à l'élaboration des décisions intergouvernementales concernant les meilleures politiques à adopter pour garantir la réalisation du droit humain à une alimentation adéquate pour tous. Le CSA négocie actuellement des directives sur les systèmes alimentaires et la nutrition ainsi que des recommandations politiques sur l'agroécologie, qui répondent toutes les deux de manière adéquate aux préoccupations que le Sommet des Nations unies proposé souhaite poursuivre. La FAO a adopté des politiques claires pour l'engagement avec la société civile, les peuples autochtones et les petits producteurs alimentaires, ainsi que des cadres politiques et des processus de fond pour la transformation des systèmes alimentaires, tels que les dix éléments de l'agroécologie adoptés par le Conseil de la FAO en décembre 2019. La FAO joue un rôle clé dans la Décennie des Nations unies pour l'agriculture familiale et soutient également le développement et la mise en œuvre du travail conjoint de Koronivia sur l'agriculture et de nombreux autres éléments liés à l'alimentation et à l'agriculture dans les négociations internationales.

Pour conclure, nous réitérons notre appel à défaire l'accord de partenariat ONU-FEM et à repenser l'organisation du Sommet sur le système alimentaire. Nous vous demandons de vous appuyer plutôt sur les innovations réussies en matière de gouvernance alimentaire démocratique et multilatérale. Nous vous demandons en outre de vous engager avec les gouvernements des pays et des circonscriptions les plus touchés par la faim et la crise climatique, afin d'envisager un format véritablement démocratique, transparent et transformateur pour un Sommet des Nations Unies qui puisse nous rapprocher de la réalisation du ODD 2.1 "D'ici 2030, éliminer la faim et garantir l'accès de tous, en particulier des pauvres et des personnes en situation vulnérable, y compris les nourrissons, à une alimentation saine, nutritive et suffisante tout au long de l'année" et de tous les objectifs connexes que la communauté internationale s'est fixée.

Nous vous serions très reconnaissants de bien vouloir répondre aux préoccupations exprimées dans cette lettre.

Nôtres salutations les plus respectueuses,